

Date de dépôt le : **13/05/2026**
Date d'affichage du dépôt le :
Demandeur : **Monsieur BLANC Jean-Pierre**
Pour : **Changement de destination d'une grange en habitation**
Adresse du terrain : **1322 Route de Gève**
AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS
(38112)

ARRÊTÉ n°26/240

de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS

Pour la Maire,
L'adjoint à l'urbanisme de AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS,

VU la demande de déclaration préalable présentée le 13/05/2026 par **Monsieur BLANC Jean-Pierre** demeurant 1410 route de Gève à AUTRANS MEAUDRE EN VERCORS (anciennement AUTRANS) (38880),

VU l'objet de la demande :

- pour le changement de destination d'une grange en habitation,
- sur un terrain (225 21 AH 255 (1300 m²), 225 21 AH 256 (494 m²), 225 21 AH 257 (1006 m²)) situé 1322 Route de Gève à AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS (38112),

VU le code de l'urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-h) approuvé le 31/01/2020, modifié le 03/03/2023, et modifié le 25/01/2025,

VU le Plan de Prévention des Risques Naturels d'Autrans-Méaudre en Vercors approuvé le 09/04/2018,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 332-6,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1331-1 à L. 1331-12,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 13/12/2024 approuvant les tarifs relatifs à la participation pour le financement de l'assainissement collectif,

Vu la consultation de VEOLIA EAU Vercors en date du 18/05/2026

Vu la consultation de ENEDIS urbanisme / Agence B to B en date du 18/05/2026

Vu l'avis Favorable avec réserve de CCMV - Assainissement Collectif & Eau Potable en date du 09/06/2026

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2 et suivants,

Article 2

L'attention du demandeur est attirée sur le fait que si une extension ou un renforcement de réseau électrique est nécessaire il sera à la charge du pétitionnaire.

Les raccordements à tous les réseaux câblés seront réalisés en souterrain.

Les eaux pluviales seront infiltrées ou stockées préférentiellement sur la parcelle, soit par infiltration, soit par récupération et ne devront pas générer de nuisances sur un fonds voisin.

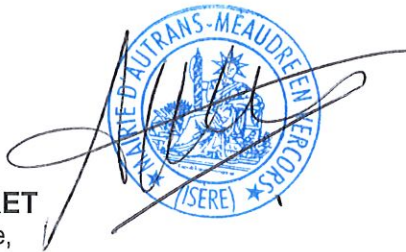
Le projet est situé en zone de sismicité – zone 4 moyenne (se référer aux décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 applicables au 1er mai 2011 définissant la prévention du risque sismique et fixant les zones de sismicité). Le projet respectera les règles du code de la construction et de l'habitation, catégorie d'importance 2, coefficient 1 (eurocode 8 $agr=1,6m/s^2$),

Le pétitionnaire reste tenu de s'assurer que son projet respecte toute législation ou réglementation spécifique à sa construction,

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux ne devra être adressée qu'après réalisation des abords prévus dans la demande susvisée (article R.462-1 du code de l'urbanisme).

Fait à AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS, le 10/06/2026

Alain CLARET
Pour la Maire,
L'adjoint à l'urbanisme



Nota :

Toute modification apportée à l'implantation, l'emprise, la hauteur, l'aspect extérieur... de la construction sera soumise à une demande de déclaration préalable modificative.

Il est obligatoire de procéder à l'affichage de l'autorisation de construire sur le terrain. Il vous appartient de déposer en Mairie la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux.

La présente décision est transmise à la Préfète de l'Isère le dans les conditions prévues aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) bénéficiaire(s) d'une déclaration préalable peut en contester la légalité dans le premier mois qui suit la date de cette décision. A cet effet il(s) peut (peuvent) saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire(s) d'une déclaration peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours :

- dans le premier mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Obligation déclarative fiscale : Tout bénéficiaire d'une décision tacite ou expresse doit dans le délai de **90 jours de l'achèvement** de la construction ou du changement d'affectation porter à la connaissance de l'administration fiscale les constructions nouvelles et les changements de consistance des propriétés bâties ou non au moyen du formulaire réglementaire H1 (maison) ou H2 (bien en copropriété) en application de l'article 1406-I du code général des impôts (<https://www.impots.gouv.fr/accueil>). Une construction est considérée comme achevée, dès que l'état d'avancement des travaux en permet une utilisation effective, même s'il reste encore des travaux d'aménagement intérieur à effectuer.